



Centre Informatique du
Ministère de la Santé « CIMS »

États Financiers

Exercice 2018

Centre Informatique du Ministère de la Santé

BILAN ARRETE AU 31 Décembre 2018
(Chiffres exprimés en dinars)

	NOTE31/12/2018	31/12/2017
 <u>ACTIFS NON COURANTS</u>		
 <u>Actifs immobilisés</u>		
Immobilisations incorporelles	320 825	232923
Moins : amortissements	-213 385	-159886
	107 440	73 037
 Immobilisations corporelles	 3 044 961	 2 864 609
Moins : amortissements	-2 407 180	-2 142 962
	637 781	721 647
 Immobilisations financières	 25 981	 25 981
Moins: provisions	0	0
	25 981	25 981
 <u>Autres actifs non courants</u>	 0	 0
 Total des actifs non courants	5 771 202	820 666
 <u>ACTIFS COURANTS</u>		
Stocks	53 051	52 481
Moins: provisions	0.00	-9 032
6	53 051	43 448
 Clients et comptes rattachés	 2 312 571	 2 198 780
Provisions	-1 391 571	-646 642
7	921 000	1 552 138
 Autres actifs courants	 2 270 905	 871 944
Provisions	-249 337	-199 961
8	2 021 568	671 983
 Placements et autres actifs financiers	 0	 0
 Liquidités et équivalents de liquidités	 9 1 860 478	 2 958 143
 Total des actifs courants	4 856 098	5 225 712
 TOTAL DES ACTIFS	5 627 300	6 046 377

Centre Informatique du Ministère de la Santé

BILAN ARRETE AU 31 Décembre 2018

(Chiffres exprimés en dinars)

	NOTE	31/12/2018	31/12/2017
<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
Fonds de dotation		829 882	829 882
Subventions d'investissement		3 199 135	2 930 881
Amortissements des subventions d'investissement		-2 450 831	-2 133 113
Résultats reportés		-1 317 091	-572 877
Effets des modifications comptables		443 947	443 947
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice		705 043	1 498 720
Résultat net de l'exercice		452 687	-744 214
Total des capitaux propres	10	1 157 730	754 506
<u>PASSIFS</u>			
<u>PASSIFS NON COURANTS</u>			
Emprunts		0	0
Autres passifs financiers		0	0
Provisions	11	1 108 633	1 070 833
Total des passifs non courants		1 108 633	1 070 833
<u>PASSIFS COURANTS</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés	12	614 842	1 418 840
Autres passifs courants	13	2 746 096	2 802 199
Concours bancaires et autres passifs financiers		0	0
Total des passifs courants		3 360 938	4 221 039
Total des passifs		4 469 570	5 291 871
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		5 627 300	6 046 377

Centre Informatique du Ministère de la Santé

ETAT DE RESULTAT EXERCICE CLOS AU 31 Décembre 2018 (Chiffres exprimés en dinars tunisiens)

	NOTE	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation		10 385 218	8 634 757
Revenus	14	818 638	815 786
Autres produits d'exploitation	15	9 566 580	7 818 971
 Charges d'exploitation		 (9 911 064)	 (9 427 480)
Variation des stocks		571	5 142
Achats consommés	16	(146 128)	(158 651)
Charges de personnel	17	(7 726 874)	(7 073 445)
Dotations aux amortissements et aux provisions	18	(1 140 791)	(1 330 616)
Autres charges d'exploitation	19	(897 842)	(869 911)
 Résultat d'exploitation		 474 154	 (792 723)
Charges financières nettes			
Produits financiers	20	25 101	11 373
Autres gains ordinaires	21	10 378	131 329
Autres pertes ordinaires	22	(56 945)	(94 193)
Résultat des activités ordinaires avant impôt		452 687	-744 214
Impôt sur les bénéfices		-	-
Résultat des activités ordinaires après impôt		452 687	-744 214
Eléments extraordinaires		0	0
Résultat net de l'exercice		452 687	-744 214
Effets des modifications comptables net d'impôt		0.00	1 733 549
Résultat après modifications comptables		452 687	989 335

Centre Informatique du Ministère de la Santé

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE EXERCICE CLOS AU 31 Décembre 2018 (Chiffres exprimés en dinars tunisiens)

	NOTE	31/12/2018	31/12/2017
<u>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</u>			
Résultat net de l'exercice		452 687	(744 214)
Ajustements pour :			
- Amortissements & Provisions		1 140 791	1 330 616
Variations des :			
- Clients et comptes rattachés		(113 792)	(549 278)
- Stocks		(571)	(5 142)
- Autres actifs		(1 398 962)	149 071
- Fournisseurs et comptes rattachés		(803 998)	(329 632)
- Autres passifs courants		(56 104)	426 190
-. Quote part de la Subvention d'investissement inscrite au compte résultat		(317 718)	(298 971)
-. + Value sur cession des immobilisations			(89 247)
- Effets des modifications comptables		0.00	(8 160)
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités d'exploitation</i>		(1 097 667)	(102 447)
<u>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</u>			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations		(268 253)	(251 685)
Encaissements provenant de la cession d'immob. Corp.et incorp.			89 247
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités d'investissement</i>		(268 253)	(162 438)
<u>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</u>			
Subventions d'investissement		268 255	254 983
<i>Flux de trésorerie provenant de (affectés aux) activités de financement</i>		268 255	254 983
VARIATION DE TRESORERIE		(1 097 665)	(9 902)
Trésorerie au début de l'exercice		2 958 143	2 968 045
Trésorerie à la clôture de l'exercice		1 860 478	2 958 143

Notes aux États Financiers

NOTES D'ORDRE GENERAL

1- Présentation du Centre Informatique du Ministère de la Santé « CIMS »:

Le Centre Informatique du Ministère de la Santé est un établissement public à caractère non administratif doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre du plan informatique du Ministère de la Santé Publique et des établissements sous tutelle. En outre, il est chargé, selon l'article 2 de la loi 92-19 du 3 février 1992, d'assurer les missions de conseil, d'exécution, de suivi et de contrôle en matière informatique au niveau de toutes les structures publiques de santé. Il a notamment pour attributions :

- de mettre en œuvre et actualiser les dispositions prévues dans le plan informatique du ministère de la santé publique et veiller en particulier à son harmonisation avec les besoins ;
- d'autres départements ou organismes concernés ;
- d'élaborer des standards dans la conception, la réalisation et l'actualisation des procédures et des logiciels de gestion informatisée dans les différentes structures publiques de la santé ;
- de concevoir, mettre en place et gérer les banques de données et les statistiques sanitaires nationales et particulièrement les données concernant la carte sanitaire ;
- d'assurer l'homogénéité, la fiabilité, la sécurité et la confidentialité du système d'information des structures publiques de la santé ;
- de veiller à l'optimisation des investissements et l'exploitation des équipements et des logiciels informatiques acquis par le ministère de la santé publique et les établissements sous tutelle. Il doit, en particulier, veiller à l'homogénéité et à l'efficience de ces équipements et logiciels et en assurer l'exploitation et la maintenance ;
- d'identifier et de couvrir les besoins du ministère de la santé et des établissements sous tutelle en matière de traitement automatique de l'information.
- de fournir des prestations de conseils et de services en matière d'informatique hospitalière à tout autre organisme sanitaire, public ou privé, national ou étranger, moyennant une rémunération ;

- d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de formation spécifique, dans le domaine de l'informatique sanitaire, à l'intention des personnels administratifs et médicaux concernés.

Pour assurer les missions qui lui sont dévolues, le financement principal du CIMS provient des subventions reçues de l'Etat. Accessoirement, les revenus du Centre proviennent de la facturation des travaux qu'il effectue pour le compte des établissements publics de santé et notamment la liaison à INTERNET, les travaux de réalisation de logiciels spécifiques et de conception et de mise en place des systèmes informatiques.

2- Respect des normes comptables tunisiennes :

Les états financiers du Centre Informatique du Ministère de la Santé, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagements) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation des états financiers, le CIMS a opté pour l'établissement de l'état de résultat et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé.

3- Les bases de mesure et principes comptables pertinents :

- Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique à l'exception des bien meubles et immeubles ayant fait l'objet de l'apport initial de l'Etat lors de la constitution du Centre.
- Les méthodes comptables utilisées par le C.I.M.S appellent les précisions suivantes :

a- Subventions Publiques :

- La valeur de l'apport initial de l'Etat ainsi que celle des biens affectés par le Ministère de la Santé Publique sont enregistrées dans le compte fonds de dotations.
- Les subventions ayant financées l'acquisition d'immobilisations sont enregistrées dans le compte subventions d'investissement (autres capitaux propres) et sont amorties selon le mode linéaire au même titre que les immobilisations qu'elles financent.
- L'amortissement des subventions d'investissements est enregistré dans le compte « Subvention d'investissement inscrite aux comptes de résultat »

- Les subventions de fonctionnement sont enregistrées dans le compte subventions d'exploitation (autres produits d'exploitation)

La subvention d'exploitation non consommée au cours de l'exercice est portée dans un compte de passifs « avances sur subventions ».

b- Logiciels produits par le Centre :

Les logiciels produits par le Centre sont livrés gratuitement aux E.P.S. Ceci explique la non constatation à l'actif du bilan du coût des logiciels « mère » en tant qu'immobilisations incorporelles productives de logiciels commercialisables.

4- Les principales provisions pour dépréciation :

➤ Pour les stocks,

La valeur d'inventaire est égal à la valeur de réalisation c'est le prix de vente estimé raisonnable dans les conditions normales de vente.

VO = Valeur comptable

Coût d'achat (marchandises / matières premières / matières consommables)

Coût de production (produit finis)

Valeur d'inventaire = Valeur de réalisation

Si $VO >$ Valeur de réalisation, alors il y a lieu de constater une provision pour dépréciation des stocks.

➤ Provision Pour dépréciation des titres :

La dépréciation est évaluée par comparaison entre la VO et la valeur d'inventaire, ces deux valeurs calculent ainsi :

Nature du titre	VO	Valeur d'inventaire
Placement a LT (TP+ titres immobilisés)	Prix d'achat	Valeur d'usage (1)
Placement A CT	Prix d'achat	Titres cotés = Valeur du marché (2) Titres non cotés= juste valeur (3)

- Pour déterminer la valeur d'usage, il convient de tenir compte de plusieurs facteurs tels que, la valeur du marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.
- La valeur du marché correspond au cours en bourse moyen pondéré des transactions qui ont eu lieu au cours du mois qui précède la clôture de l'exercice.
- La juste valeur est déterminée par référence au prix stipulé dans des transactions récentes sur les titres considérés ou à la valeur mathématique des titres (SNC de la société émettrice/ le nombre d'actions de la société).

➤ **Provision pour dépréciation des créances :**

Les créances sur les clients, sur les débiteurs divers, les prêts. ... sont également sujets à des moins-values lorsque certains faits permettent de douter la solvabilité du débiteur. On procède à une estimation de la perte probable définie le plus souvent en pourcentages du montant de la créance.

On distingue trois catégories de clients :

- Client réguliers, solvables.
- Les clients douteux pour lesquels on enregistre une perte éventuelle (partielle ou totale) du biais de provisions pour dépréciation.
- Les clients insolubles pour lesquelles la créance est perdue totalement. Un ne constitue pas dans ce cas de provisions puisque le montant de la perte est exactement connu. Un passe directement une écriture pour solde le compte du client insoluble et pour constater la perte subie débet du compte 634 : perte sur créance irrécouvrable.

Les créances clients non recouvrées et qui date à plus d'une année comptable, doivent être provisionnées à hauteur de leurs montants figurant sur les comptes comptables au 31/12/N-1.

➤ **Provision pour gratification de fin de service :**

La gratification de fin de service constitue une indemnité octroyée à chaque employé du Centre à cause de son départ à la retraite, et ce, à raison de deux mois de salaire. A cet effet, le service comptable du Centre doit provisionner cette indemnité pour chacun de ses employé.

La détermination de cette provision est régie par les normes comptables internationales IAS 19 et IAS 37. A cet effet, il est nécessaire de déterminer le taux de capitalisation ainsi que le taux d'actualisation de cette indemnité :

- Le taux de capitalisation : puisque le Centre fait partie des entreprises publiques on a pris en considération que le taux d'augmentation des salaires dans le secteur public pendant la dernière décennie est compris entre 6% et 7%.
- Le taux d'actualisation : puisque l'indemnité sera versée à long terme on a pris en considération le taux de rendement des placements à long terme sans risque tel que les BTA (Bon de Trésor et Assimilé) en se référant à la publication de la BCT on a pu déterminer une moyenne de 6,7%.

➤ **Provision pour risque fiscal :**

- Provision au titre de la TVA sur les services de fourniture de l'internet gratuitement : le montant de la TVA concerné de l'exercice doit être provisionné à hauteur de 100%.
- Provision au titre de la retenue à la source sur salaire : la retenue à la source opérée en moins des montants dus, doit faire l'objet d'une provision à la fin de l'exercice.

5 – Engagements hors bilan :

Les cautionnements versés par les fournisseurs au 31 décembre 2018 se détaillent comme suite :

Fournisseurs	Cautionnement en DT
Ste CIG	443.363
Ste CIG	266.018
Ste HIGHTECH SQL	442. 680
Ste NEXT STEP	6 638.113
Ste PMC	114.696
Ste SDS	460.530
Ste TECHNICAL TRAINING	543.780
Ste ORADIST	139.230
Ste CIFODE COM	905.352
TOTAL	9 953.762

Centre Informatique du Ministère de la Santé "CIMS"

NOTE N°5 : IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

	IMMOBILISATIONS BRUTES				AMORTISSEMENTS				VCN AU	
	Soldes au 31/12/2017	Entrées 2018	Sorties 2018	Soldes au 31/12/2018	Soldes au 31/12/2017	Entrées 2018	Sorties 2018	Soldes au 31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018
Logiciels	232 923	87 902	0	320 825	159 886	53 500	0	213 386	73 037	107 439
Total des immobilisations Incorporelles	232 923	87 902	0	320 825	159 886	53500	0	213 386	73 037	107 439
Bâtiments	240 506	0	0	240 506	230 965	12 121	0	243 086	9 541	2 580
A.A.I	310 749	4 900	0	315 649	291 807	3 319	0	295 126	18 942	20 523
Matériel de Transport	425 557	0	0	425 557	237 203	58 040	0	295 244	188 354	130 313
M.M.B	199 307	2 928	0	202 235	174 174	5 686	0	179 859	25 133	22 377
Matériel Informatique	1 506 105	160 734	0	1 666 839	1 045 360	179 244	0	1 224 604	460 745	442 235
Matériel de Communication	13 785	447	0	14 232	13 497	112	0	13 609	288	623
Matériel audiovisuel	13 327	5 724	0	19 051	12 237	587	0	12 824	1 090	6 227
Matériel de Conditionnement	100 759	5 619	0	106 378	85 305	4 634	0	89 939	15 454	16 439
Matériel Divers et Outillages	54 514	0	0	54 514	52 414	474	0	52 888	2 100	1 626
Total des immobilisations corporelles	2 864 609	180 351	0	3 044 961	2 142 962	264 286	0	2 407 248	721 647	637 783
Cautionnements	25 981		0	25 981	0	0	0	0	25 981	25 981
Total des immobilisations financières	25 981	0	0	25 981	0	0	0	0	25 981	25 981
Total en DT	3 123 513	268253	0	3 391 767	2 302 848	317 717	0	2 620 485	820 665	771 203

Notes aux états financiers de l'exercice 2018

NOTE N°6 : STOCKS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Fournitures de production	8 108	7 786
Fournitures ordinateurs	33 902	32 284
Fournitures de bureau	9 041	10 148
Fournitures électriques	2 000	2 263
Total en DT	53 051	52 481
Provisions pour dépréciation des stocks	0.00	-9 032
Total en DT	53 051	43 448

NOTE N°7 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Clients divers	2 312 571	2 198 780
Total en DT	2 312 571	2 198 780
Provisions pour dépréciation des comptes clients	-1 391 570	-646 642
Total en DT	921 000	1 552 138

NOTE N°8 : AUTRES ACTIFS COURANTS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Avances au personnel	4 345	2 471
Comptes d'Etat	536 553	849 379
Charges constatées d'avance	22 033	20 094
Subvention à recevoir	1 701 600	
Créance / immobilisation	0.00	
Timbre fiscal	124	
Total en DT	2 270 905	871 944
Provisions pour dépréciations	-249 337	-199 961
Total en DT	2 021 568	671 983

NOTE N°9 : LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Bons de trésor	150 000	150 000
Banques	1 437 995	1 899 586
CCP	271 833	908 207
Caisse	650	350
Total en DT	1 860 478	2 958 143

Centre Informatique du Ministère de la Santé "CIMS"

NOTE N°10 : TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

	Fonds de dotation	Subventions d'Investissement	Amortissement Subventions d'Investissement	Résultat de l'exercice	Résultats reportés	Effets des modifications comptables	Total Capitaux Propres
Solde au 31/12/2017	829 882	2 930 881	(2 133 113)	(744 214)	(572 877)	443 947	754 506
Affectation résultat 2018				744 214	(744 214)		-
Résultat 2018				452 687			452 687
Subvention d'investissement 2018		268 255					268 255
Amortissement de la subvention d'investissement			(317 718)				(317 718)
Effets des modifications comptables							-
Solde au 31/12/2018	829 882	3 199 136	(2 450 831)	452 687	(1 317 091)	443 947	1 157 730

Notes aux états financiers de l'exercice 2018

NOTE N°11 : PROVISIONS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Gratification de fin de service	879 246	819 633
Provision pour Risque	229 387	251 200
Total en DT	1 108 633	1 070 833

NOTE N°12 : FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Fournisseurs d'exploitation	465 972	1 278 964
Fournisseurs d'immobilisations	60 276	40 821
Retenues de garantie	35 670	31 258
Factures non parvenues	52 924	67 787
Total brut	614 842	1 418 840

NOTE N°13 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Clients non identifiés	171 394	307 720
Comptes de personnel	761 421	661 248
Subventions d'investissements en instance d'affectation	715 871	699 125
Impôts & taxes	389 231	523 613
Sécurité sociale	635 699	524 381
Charges à payer	66 231	86 111
Total en DT	2 746 096	2 802 199

NOTE N°14 : REVENUS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Etudes	15 063	35 107
Prestations de services	803 575	780 679
Total en DT	818 638	815 786

NOTE N°15 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Subvention d'exploitation	8 508 000	7 520 000
Quote part des subventions d'investissement	317 718	298 971
Produit divers	740 862	
Total en DT	9 566 580	7 818 971

NOTE N°16 : ACHATS CONSOMMES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Achats consommés	19 031	38 685
Electricité	55 811	74 186
Carburant	69 438	42 954
Eau	1 848	2 826
Total en DT	146 128	158 651

NOTE N°17 : CHARGES DE PERSONNEL

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Salaires et compléments de salaires	6 657 537	6 074 984
Charges sociales	1 069 337	998 461
Total en DT	7 726 874	7 073 445

NOTE N°18 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Amortissements des immobilisations	317 718	298 971
Provisions pour dépréciations	2 574 588	1 192 740
Reprises sur provisions	(1 751 515)	-161 095
Total en DT	1 140 791	1 330 616

NOTE N°19 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Locations	101 841	91 556
Entretiens et réparations	117 713	101 695
Assurance	39 080	59 454
Impôts & taxes	71 622	68 177
Frais postaux et de télécommunication	223 449	319 118
Formations et documentation	179 432	65 378
Autres charges	10 805	
Honoraires	62 339	53 192
Missions et réceptions	91 561	56 763
Total en DT	897 842	869 911

NOTE N°20 : PRODUITS FINANCIERS

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Revenus des placements	25 101	11 373
Total en DT	25 101	11 373

NOTE N°21 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Produits nets sur cession d'immobilisations	0.00	89 565
Autres gains ordinaires	10 378	41 764
Total en DT	10 378	131 329

NOTE N°22 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

	31 décembre 2018	31 décembre 2017
Autres pertes ordinaires	56 945	94 193
Total en DT	56 945	94 193